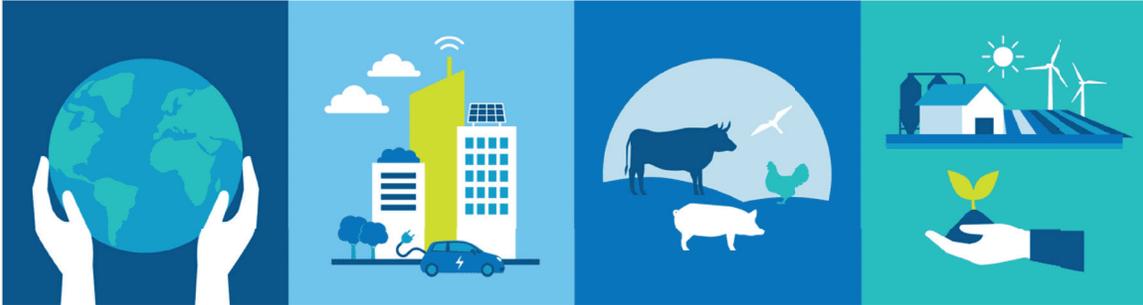


Les coûts et les priorités concurrentes ralentissent l'action climatique des petites et moyennes entreprises : Sondage



Susan McGeachie
Head, BMO Climate Institute



Les résultats d'un sondage sur les changements climatiques commandé par l'Institut pour le climat de BMO et mené auprès de petites et moyennes entreprises (PME) de l'Amérique du Nord révèlent que ces dernières sont très ou quelque peu préoccupées par l'impact des changements climatiques, mais d'autres priorités macroéconomiques et les coûts élevés des mesures d'atténuation font que peu d'entre elles ont adopté un plan de lutte contre les changements climatiques.

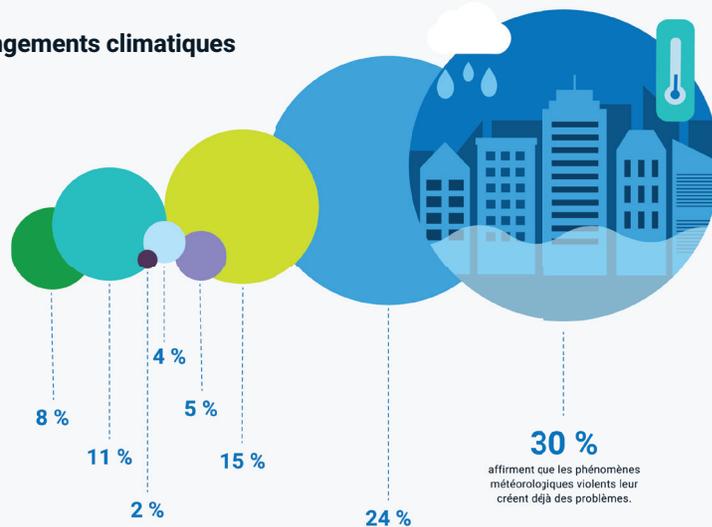
Le sondage de l'Institut pour le climat de BMO sur l'opinion des dirigeants de PME indique que 69 % des répondants s'attendent à ce que les impacts physiques des changements climatiques perturbent leurs opérations au cours des cinq prochaines années, et près du tiers disent que les phénomènes météorologiques violents créent déjà des problèmes.

Impacts physiques des changements climatiques

69 %

des dirigeants ayant répondu au sondage s'attendent à ce que les impacts physiques des changements climatiques perturbent leurs opérations au cours des cinq prochaines années.*

- 8 % Je ne sais pas
- 11 % Aucun impact sur les opérations
- 2 % Impact dans plus de 15 ans
- 4 % Impact dans 11 à 15 ans
- 5 % Impact dans 6 à 10 ans
- 15 % Impact dans 4 à 5 ans
- 24 % Impact d'ici les 3 prochaines années
- 30 % Impact déjà observé



Même si les entreprises américaines subissent déjà les conséquences des changements climatiques ou les subiront à court terme, seulement 28 % d'entre elles ont mis en place un plan de lutte contre les changements climatiques. Ce nombre est encore plus faible au Canada, où seulement 24 % des PME ont un plan de lutte contre les changements climatiques. Qui plus est, même si les entreprises estiment pouvoir agir concrètement face aux changements climatiques, beaucoup ne savent pas exactement par où commencer ou ont des problèmes macroéconomiques plus urgents pour justifier le coût.

Seulement 28%

des entreprises américaines ont mis en place un plan de lutte contre les changements climatiques, même si elles en subissent déjà les conséquences ou les subiront à court terme.

Les PME représentent plus de 99 % des entreprises aux États-Unis et plus de 98 % au Canada. Elles emploient environ 70 % de la population active et ont créé plus de la moitié des nouveaux emplois nets du secteur privé au cours des dernières décennies. Pourtant, bien que ces entreprises soient le moteur de l'économie, elles reçoivent un soutien très timide de la part des gouvernements et des autres partenaires externes pour réduire les risques associés aux changements climatiques ou pour tirer profit des nouvelles occasions dans le contexte de la transition à une économie à faibles émissions de carbone.

L'Institut pour le climat de BMO a commandé ce sondage pour mieux comprendre comment les PME – actrices fondamentales d'une transition énergétique réussie – envisagent les défis et les occasions que présentent les changements climatiques. Les résultats révèlent que de nombreuses petites entreprises ne savent même pas par où commencer pour élaborer une stratégie en matière de climat. En tant que banque dont l'ambition est d'être le partenaire principal des clients dans la transition à une économie à zéro émission nette, notre priorité est de soutenir nos PME clientes durant la transition en les aidant à se préparer pour l'avenir et à prospérer dans ce contexte climatique en constante évolution.

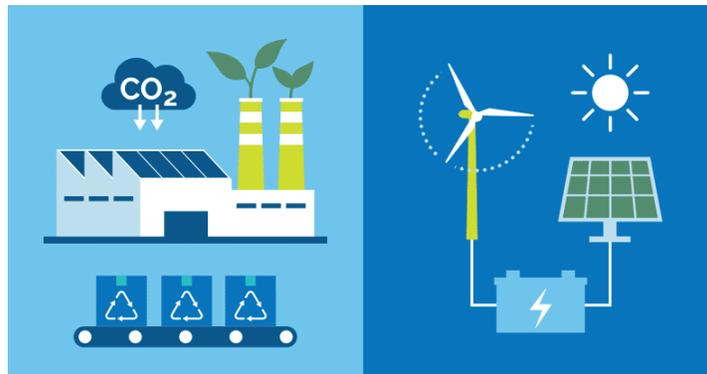


Le sondage en ligne a été réalisé par Pollara pour le compte de l'Institut pour le climat de BMO auprès de 605 dirigeants d'entreprises des États-Unis et du Canada comptant de 5 à 500 employés. L'étude a été menée du 18 au 21 octobre 2022.

Ce sondage a été effectué à une période où de plus en plus de grandes entreprises calculent les émissions de gaz à effet de serre (GES) qu'elles produisent dans l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement et prennent des mesures pour les gérer. Que ce soit d'elles-mêmes ou dans le cadre d'initiatives de déclaration collaborative, les grandes entreprises demandent de plus en plus à leurs fournisseurs de déclarer leurs émissions de GES. Ces données permettent aux entreprises de calculer, de surveiller, de déclarer et, au bout du compte, de réduire l'intensité de carbone de leurs produits.

Cela dit, peu de dirigeants (19 % aux États-Unis et 15 % au Canada) considèrent la réduction des GES et les autres risques liés à la transition comme le principal impact climatique sur leur entreprise. Une plus grande proportion des répondants associe les changements climatiques aux phénomènes météorologiques violents et imprévisibles (44 % des répondants).

La moitié des entreprises américaines ayant répondu qu'elles envisagent une stratégie le font parce qu'il est important pour elles de réduire leur empreinte environnementale et de lutter contre les effets nuisibles des changements climatiques. Le quart des dirigeants ont révélé qu'ils ne prenaient pas de mesures pour lutter contre les changements climatiques parce qu'ils ont l'impression que cela ne changerait rien. D'autres ont dit que leur entreprise n'avait pas d'incidence négative sur les changements climatiques, et un faible pourcentage des dirigeants ont indiqué qu'ils n'avaient pas le temps de planifier.



La tarification du carbone est un facteur économique clé

Les résultats du sondage laissent entrevoir que bien des dirigeants de PME ne voient pas un lien clair entre les changements climatiques et la stratégie d'entreprise. Ils gardent cependant un œil sur la tarification du carbone – 19 % des entreprises américaines et 30 % de leurs homologues canadiennes ont indiqué que les coûts des GES ont déjà une incidence sur leurs résultats économiques. Si ces coûts n'ont pour l'instant pas d'incidence sur elles, beaucoup s'attendent à ce que ce soit bientôt le cas. Par ailleurs, 27 % des entreprises américaines et 24 % des entreprises canadiennes s'attendent à ce que la tarification du carbone devienne un défi au cours des trois prochaines années.

Plan climatique motivé par les clients

Une entreprise peut avoir de nombreuses raisons de décider d'adopter un plan climatique; notre sondage révèle que chez celles qui ont un plan en place, les attentes des clients font partie des plus importantes. Trente-six pour cent des entreprises américaines et 35 % des entreprises canadiennes qui ont adopté un plan climatique ont indiqué qu'elles l'ont fait pour répondre aux attentes des clients. Cette raison a autant d'importance ou plus d'importance que les autres facteurs, y compris la réglementation gouvernementale. Par conséquent, comme on pouvait s'y attendre, certaines des entreprises qui n'ont pas de plan climatique répondent que c'est parce que leurs clients ne s'attendent pas à ce qu'elles en aient un.

Notamment, près du tiers des entreprises américaines qui ont adopté un plan climatique l'ont fait parce qu'elles s'attendent à ce que ce plan améliore leur rentabilité et/ou la valeur de leur action. Des deux côtés de la frontière, 21 % des répondants ont indiqué que les attentes des investisseurs avaient influencé leur décision d'adopter une politique en matière de changements climatiques.

Ces résultats montrent que les facteurs économiques et commerciaux sont les facteurs qui influencent le plus l'action climatique.

Objectifs difficiles à faire accepter en cette période difficile

L'Accord de Paris avait comme objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. Cet objectif était considéré comme ambitieux lorsqu'il a été adopté par 196 pays en 2015, puis par les États-Unis en 2021. Même si, pour certains, l'objectif est trop ambitieux, 45 % sont d'avis que les objectifs établis par les gouvernements et les organismes de réglementation pour atteindre les cibles climatiques sont atteignables.

Il n'en reste pas moins qu'il pourrait être difficile de convaincre plus de PME de prendre des mesures d'atténuation des changements climatiques. Les dirigeants sondés sont nombreux à dire qu'ils sont trop préoccupés par les défis à court terme – inflation, problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et pénurie de main-d'œuvre – pour mettre en œuvre des stratégies climatiques.

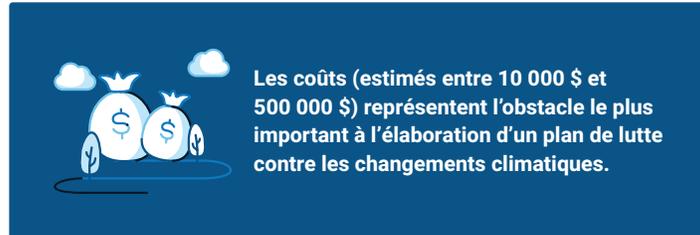
Plus de 90 % des dirigeants d'entreprise aux États-Unis et au Canada ont indiqué qu'ils étaient préoccupés ou quelque peu préoccupés par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt. Aux États-Unis, quatre dirigeants d'entreprise sur cinq (80 %) ont affirmé que les goulots d'étranglement des chaînes d'approvisionnement étaient leur plus grande préoccupation, alors que les changements climatiques et la pénurie de main-d'œuvre soulevaient des préoccupations semblables chez près de 70 % des dirigeants. Au Canada, les changements climatiques se situent plus loin dans la liste des priorités (71 %), après la pénurie de main-d'œuvre (80 %) et les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement (77 %).



Par où commencer?

En plus d'avoir des priorités concurrentes, certains dirigeants de PME qui ne prennent pas de mesures pour lutter contre les changements climatiques ne savent pas par où commencer (27 % aux États-Unis et 15 % au Canada). Le sondage montre que les coûts, l'absence d'objectifs clairs de la part des gouvernements et le manque de ressources internes sont les plus grands obstacles à l'adoption d'une stratégie de lutte contre les changements climatiques. Tandis que les grandes entreprises peuvent se permettre d'utiliser leurs ressources internes et de faire appel à des ressources externes pour élaborer et mettre en œuvre des politiques climatiques, les PME n'ont pas les mêmes moyens.

Le quart des dirigeants d'entreprise des États-Unis et 28 % de leurs homologues canadiens invoquent les coûts comme le plus grand facteur dissuasif. Les coûts prévus varient cependant grandement : 25 % des entreprises pensent qu'une stratégie de lutte contre les changements climatiques coûterait entre 10 000 \$ et 100 000 \$, tandis que 25 % s'attendent à ce que ce coût grimpe jusqu'à 500 000 \$.



Obtenir de l'aide

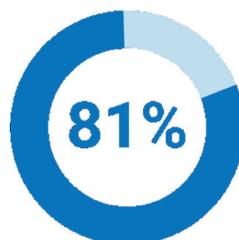
Étant donné que 40 % des PME travaillent actuellement à l'élaboration d'un plan de lutte contre les changements climatiques, il est impératif qu'elles obtiennent du soutien de la part des gouvernements et des autres partenaires externes.

Pour atteindre les objectifs des politiques climatiques, il faudrait le même état d'urgence que celui qui a été instauré pour atténuer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. À ce moment-là, les gouvernements se sont alliés aux établissements financiers pour faciliter la gestion des prêts d'aide qu'ils avaient approuvés pour faire face à la pandémie. L'absence de stratégie coordonnée entre les gouvernements et les financiers empêche les PME de trouver des programmes de financement des mesures de lutte contre les changements climatiques et leur complique l'accès à ces programmes.

Seulement 19 % des dirigeants de PME disent avoir l'impression que les gouvernements les aident dans une grande mesure à mettre en place un plan climatique et à y donner suite. Au Canada, ce pourcentage chute à 9 %.

Il n'y a pas que les gouvernements qui peuvent venir en aide aux PME. Le sondage révèle que de nombreux dirigeants de PME envisagent des occasions de partenariat avec leurs établissements financiers pour venir à bout des difficultés qui les empêchent d'élaborer des plans climatiques concrets; sept entreprises sur dix des deux côtés de la frontière ont indiqué que les établissements financiers pourraient les aider à mieux aligner les objectifs de leur entreprise sur les objectifs en matière de changements climatiques. Aux États-Unis, 27 % des dirigeants de PME, par rapport à 17 % de leurs homologues canadiens, disent que leurs établissements financiers jouent déjà ce rôle. Près de la moitié des dirigeants d'entreprise estiment que les établissements financiers pourraient en faire plus.

Aux États-Unis, plus de 80 % des PME disent qu'elles seraient très disposées ou plutôt disposées à obtenir des renseignements de leurs banques sur la façon de gérer les changements climatiques, notamment sur les programmes de prêt à taux réduit qui pourraient les aider à couvrir les coûts de telles mesures. Les dirigeants de PME canadiennes partagent le même sentiment.



Aux États-Unis, plus de 80 % des PME disent qu'elles seraient très disposées ou plutôt disposées à obtenir des renseignements de leurs banques sur la façon de gérer les changements climatiques.



« Tant aux États-Unis qu'au Canada, un des obstacles importants à l'atteinte des objectifs nationaux en matière de changements climatiques est que nous n'avons toujours pas les incitatifs économiques appropriés pour décarboner nos opérations et investir dans des opérations plus résilientes, particulièrement quand les coûts associés à la lutte aux changements climatiques sont à ce point incertains. Ces problèmes créent un écart entre la stratégie de l'entreprise et la trajectoire de la décarbonisation, particulièrement pour les PME. »

Susan McGeachie, cheffe, Institut pour le climat de BMO

L'Institut pour le climat de BMO

Fondé en 2021, l'Institut pour le climat de BMO est un centre d'expertise faisant le pont entre la politique, la science et les finances afin de contribuer à façonner le marché pour les solutions climatiques. L'Institut s'efforce de relever les défis climatiques afin de débloquer certaines possibilités axées sur la décarbonisation, la résilience et la justice climatique.



*Données <2% non identifiées